



Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL POURSUIT LA LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME EN PLEINE PANDÉMIE DE COVID-19

Le Secrétariat a présenté au Conseil d'administration un récapitulatif des mesures prises par le Fonds mondial en date du 8 mai 2020 dans trois domaines principaux : la protection du personnel du Secrétariat tandis qu'il continue à travailler, la protection de la mission fondamentale du Fonds mondial de lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et la riposte à la pandémie de COVID-19.

Les informations sur lesquelles repose cet article proviennent d'un document préparé à l'occasion de la réunion des 14 et 15 mai 2020 du Conseil d'administration.

Protection du personnel du Fonds mondial au Secrétariat

Depuis le 16 mars, l'ensemble du personnel du Fonds mondial (de même que le personnel des autres organisations basées au Campus de la santé mondiale) travaille à domicile, suite aux mesures de prévention prises par les pouvoirs publics suisses. Cette situation devrait se poursuivre au moins jusqu'à début juin. Si seuls quelques membres du personnel ont été malades, la plus grande partie du personnel est confrontée aux difficultés associées à l'enseignement à la maison, à la garde des jeunes enfants et au télétravail. Les capacités du personnel se sont ainsi vu réduites par la pandémie. Pour aider le personnel à faire face aux nouvelles exigences du télétravail, le Secrétariat offre un soutien psychologique et des services informatiques. Le Secrétariat continue de tenir régulièrement des réunions virtuelles de la haute direction, des chefs d'équipe et de l'ensemble du personnel.

Le Secrétariat a ajouté trois créneaux supplémentaires de dépôt des demandes de financement, [offrant au total six créneaux](#), un par mois de mars à août 2020. Le Comité technique d'examen des propositions

examine en ce moment à distance les demandes de la première période, qui représentent 4,6 milliards de dollars des sommes allouées et 2,3 milliards de dollars de la catégorie des demandes de financement hiérarchisées au-delà des sommes allouées. (Cette deuxième catégorie se réfère aux demandes dont les coûts se situent au-delà de la somme allouée au pays concerné. Le Fonds mondial [peut financer ces demandes au moyen des économies réalisées](#) qui deviennent disponibles durant le cycle de subvention).

Les perturbations de la prestation de services liées à la pandémie de COVID-19 risquent de compromettre les gains réalisés

Les effets de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'atténuation – qui comprennent des mesures de confinement et des retards dans la production et la livraison de produits essentiels – entravent la capacité des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme d'assurer les services. Ces retards affectent également les commandes passées au travers du mécanisme d'achat groupé et de wambo.org – les deux plateformes d'achat de produits de santé du Fonds mondial. Le Secrétariat a demandé aux récipiendaires principaux d'élaborer des plans d'atténuation et d'adapter les délais d'approvisionnement afin de minimiser les perturbations. Il a mis au point un outil en ligne de suivi du COVID-19 pour surveiller le niveau de risque et de perturbation des programmes du Fonds mondial dans 106 pays. Les agents locaux du Fonds assurent la gestion de ces outils.

Les communautés et la société civile sont un élément essentiel de la riposte. Elles peuvent contribuer à renforcer la confiance dans la riposte au COVID-19 et dans le maintien des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Le COVID-19 a tendance à se propager plus rapidement au sein des populations vulnérables qui ne peuvent pas se permettre de travailler à domicile ou de respecter les règles de distanciation physique visant à réduire la propagation de la maladie.

Le Secrétariat aide à poursuivre la distribution à grande échelle de moustiquaires pour lutter contre le paludisme

Selon les modèles élaborés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres partenaires, les perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 pourraient [entraîner un doublement du nombre de décès imputables au paludisme](#) en Afrique subsaharienne en 2020 par rapport à 2018.

D'après le document du Conseil d'administration, le Secrétariat, en collaboration avec d'autres partenaires, a évalué près de 40 campagnes de distribution de moustiquaires à grande échelle prévues en 2020. Ces campagnes assureront la distribution d'environ 142 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (MIILD). Sur ces 40 campagnes prévues, 33 devraient être assurées selon les prévisions, les stratégies nationales ont été adaptées et les dates révisées selon les besoins. Le Secrétariat mentionne l'exemple de la République démocratique du Congo, qui a adapté sa campagne de distribution à grande échelle au contexte du COVID-19. La campagne 2020 de la RDC contribuera à lutter à la fois contre le paludisme et le COVID-19. Les agents déployés seront dotés d'équipements de protection individuelle. Ils fourniront des informations sur le COVID-19 et le paludisme en même temps que les moustiquaires et les consignes en matière de distanciation physique. Ils passeront à la distribution de porte à porte pour l'ensemble des campagnes, afin d'éviter les rassemblements. Le Secrétariat a indiqué qu'il travaille en ce moment avec les sept autres pays afin de lever les obstacles entravant les campagnes de distribution à grande échelle.

Il serait important de savoir si les pays fortement peuplés et à transmission élevée du paludisme figurent parmi les pays qui ont retardé leurs campagnes de distribution de MIILD à grande échelle.

Le COVID-19 pourrait anéantir les progrès accomplis en une décennie de lutte contre la tuberculose ; le VIH sera lui aussi affecté

Les analyses de modélisation prédisent que le COVID-19 aura un impact considérable sur la lutte contre

la tuberculose et le VIH dans les contextes où les taux d'infection sont élevés. Le partenariat Halte à la tuberculose a publié une analyse selon laquelle les mesures strictes de prévention et de riposte au COVID-19 pourraient mener à 6,3 millions de cas supplémentaires de tuberculose et à 1,4 million de décès additionnels entre 2020 et 2025. Ces nouveaux niveaux d'infection et de mortalité anéantiront les acquis de la décennie écoulée face à la tuberculose. Un modèle élaboré par l'Imperial College suggère que le COVID-19 pourrait augmenter le risque d'infection par le VIH, en particulier chez les populations clés et vulnérables, en raison des perturbations de la prévention, de la prestation de services et de l'accès aux médicaments antirétroviraux.

Assouplissement des subventions et mécanisme de riposte au COVID-19 du Fonds mondial

Le 4 mars 2020, le Fonds mondial avait autorisé les pays à utiliser jusqu'à 5 pour cent de leurs crédits de subvention approuvés pour appuyer leur riposte au COVID-19, mettant à disposition une enveloppe de 500 millions de dollars au travers d'assouplissements des subventions. Au 8 mai 2020, 75 pays et 5 subventions multipays avaient eu recours à ces assouplissements, le montant total prélevé sur les économies de subventions s'élevant à 113 millions de dollars (plus de 95 %). La majorité des fonds ont été affectés à la lutte contre l'infection, aux activités de diagnostic et aux produits. Le 9 avril 2020, le Conseil d'administration a approuvé une enveloppe de 500 millions de dollars supplémentaires au titre du mécanisme de riposte au COVID-19 (C19RM). Les pays n'ont pas sollicité de fonds, ayant pour la plupart épuisé leurs économies. Le Secrétariat s'est engagé à répondre aux demandes de financement dans les 10 jours du dépôt de celles-ci. À cet effet, il a mis sur pied une équipe spéciale au sein du département de l'accès au financement, baptisée « Secrétariat C19RM », chargée d'appuyer l'examen et l'approbation rapides des demandes d'utilisation des fonds au travers du C19RM.

Le Fonds mondial travaille avec ses partenaires pour obtenir des fournitures

Le document explique que le Secrétariat travaille d'arrache-pied à la coordination de l'accès aux produits associés au COVID-19, notamment les tests de diagnostic, les fournitures de laboratoire et les équipements de protection individuelle. Le Secrétariat prépare par ailleurs le déploiement de diagnostics supplémentaires et de nouveaux schémas thérapeutiques dès que l'on disposera de diagnostics et de schémas thérapeutiques efficaces contre le virus. Ces produits pourraient avoir une incidence sur la production de tests de diagnostic du VIH, de la tuberculose et du paludisme. Le Secrétariat s'attache, avec ses partenaires, à déterminer la meilleure manière de faire participer les entreprises et de répondre à la flambée de COVID-19, tout en protégeant la disponibilité des tests existants pour les programmes de lutte contre les trois maladies.

Il collabore notamment avec l'OMS, l'UNICEF et la Fondation Gates. Le consortium de diagnostic de l'OMS a mis en place des modalités d'achat efficaces avec d'importants producteurs de tests de diagnostic du COVID-19. Le Fonds mondial a appuyé la conception d'un modèle de l'OMS pour l'allocation de tests aux pays à revenu faible et intermédiaire, en fonction de leur population et de la vulnérabilité de leur système de santé. Conjointement avec l'UNICEF, le Fonds mondial négocie les prix et s'efforce d'acheter des tests de diagnostic moléculaire du COVID-19 au nom des pays et des partenaires afin d'assurer un accès équitable aux fournitures disponibles. Les deux organisations unissent par ailleurs leurs efforts pour acheter les équipements de protection individuelle sollicités par les pays.

Le consortium de diagnostic de l'OMS a convenu que le Fonds mondial se chargera principalement de l'achat des tests de diagnostic auprès de Cepheid et d'Abbott (deux sociétés pharmaceutiques qui ont leur siège aux États-Unis), tandis que l'UNICEF se chargera des achats à Thermo Fisher et Roche (dont les sièges respectifs sont aux États-Unis et en Suisse).

Le premier lot de tests de diagnostic du COVID-19, achetés au travers du mécanisme d'achat groupé/wambo.org et financés par des économies de subventions, a été livré à l'Ouganda. Le ministère

de la Santé de ce pays a reçu 15 000 kits de dépistage du COVID-19 (Xpert® Xpress SARS-CoV-2). Anticipant d'autres demandes, le Secrétariat a réussi à confirmer environ deux millions de tests auprès de Cepheid et d'Abbott, qui ont été approuvés d'urgence par la Federal Drug Administration des États-Unis dans le cadre de contrats de volume.

Afin de minimiser les retards de livraison de produits en raison de la pandémie, [le Conseil d'administration a habilité le Secrétariat à octroyer des exceptions limitées](#) aux exigences de la politique d'assurance qualité concernant l'échantillonnage avant expédition et les essais pour certains produits de santé, à savoir les produits approuvés par le Comité expert d'évaluation, les produits de lutte antivectorielle et les préservatifs. À ce jour, le Secrétariat a reçu six demandes d'exemption portant sur trois médicaments antituberculeux. Il a concédé trois exemptions sur la base d'un besoin programmatique urgent et de l'historique de l'ensemble des résultats de tests de qualité antérieurs pour les produits pharmaceutiques pleinement conformes aux spécifications.

Préserver les acquis du Fonds mondial

Toutes les déclarations des circonscriptions au Conseil d'administration auxquelles Aidspan a eu accès saluent la réponse précoce et appropriée, en particulier les assouplissements introduits dans les subventions dans les circonstances actuelles. (Aidspan et le Fonds mondial ont un accord en vertu duquel Aidspan peut accéder aux déclarations des circonscriptions à condition que la source ne soit pas révélée.) Les circonscriptions ont recommandé que le Secrétariat veille à ce que les organisations communautaires et de la société civile participent à une riposte au COVID-19 respectueuse des droits humains, et ont insisté pour que les efforts du Fonds mondial contre le COVID-19 ne se fassent pas au détriment de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Le document de référence du Conseil d'administration devrait être disponible prochainement à l'adresse <https://www.theglobalfund.org/en/board/meetings/43/>.

[Read More](#)
